

Boussaid défend ses prévisions de croissance

• Moins de dépendance de la pluviométrie

• Très peu d'impact des investissements publics sur l'emploi

• 26 milliards de DH décaissés sur les 50 milliards de DH des dons des pays du CCG

LES réponses de Mohamed Boussaid aux critiques des députés, ont pris deux formes. Une partie par écrit, rassemblée dans deux documents. L'autre, de vive voix. Dans cette option, le ministre des Finances a choisi quelques thématiques. C'est le cas de l'importance des dons des pays du Conseil de la coopération du Golfe dans le recul du déficit et l'amélioration des finances publiques. Selon lui, ces dons s'inscrivent dans une vision stratégique de partenariat, conclu dans le sillage du voyage du Souverain en Arabie Saoudite, au Qatar, au Koweït et aux Emirats arabes unis. Ces pays avaient décidé de mobiliser 5 milliards de dollars sur 5 ans, à raison d'un milliard par an. Il s'agit de renforcer la coopération bilatérale pour développer les opportunités dans le domaine des échanges commerciaux, les investissements des Fonds souverains

70 millions de quintaux, alors que cette année, elle a été exceptionnelle avec 115 millions de quintaux, alors que cette année, elle a été exceptionnelle avec 115 nationale. Il s'agit essentiellement de la diminution de la part de l'agriculture dans

le PIB de 15,4% durant la période 1990-1999 à 12,7% durant la période 2000-2014. Cela a permis de renforcer le lien entre l'évolution du PIB et la dynamique du produit intérieur non agricole. Les différentes stratégies sectorielles ont favorisé cette transformation progressive. Surtout que ces stratégies ont permis l'apparition de nouvelles spécialisations à haute valeur ajoutée au niveau industriel.

Les députés avaient émis des interrogations sur le faible impact du volume des investissements publics sur l'emploi. Pour Mohamed Boussaid, la plupart des investissements portaient sur les infrastructures de base et les secteurs sociaux dont la rentabilité est à moyen et long termes. Ainsi, il a donné l'exemple du plan solaire, particulièrement le projet « Nour 1 » dont l'investissement s'élève à 6,9 milliards de DH. Mais il n'a créé que 70 emplois. □

M. C.



Selon Mohamed Boussaid, une étude a montré que l'évolution du taux de croissance est moins influencée par la pluviométrie à cause du renforcement de la part des secteurs non-agricoles (Ph. Bziouat)

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

millions de quintaux. Donc, «la prévision se situe en baisse de 40%, ce qui va impliquer un recul de la valeur ajoutée agricole de 1,8% après qu'elle ait enregistré une hausse de 13,9% cette année. Cela implique un repli de la contribution de la valeur ajoutée agricole dans le taux de croissance de 1,7 point», a souligné le ministre.

Les députés boudent

CONTRAIREMENT au passé, de plus en plus de députés boudent la Commission des finances de la Chambre des représentants. La fin du mandat de ce gouvernement y est pour quelque chose. D'autant que plusieurs d'entre eux préfèrent aller dans leurs circonscriptions pour préparer les prochaines élections législatives. Au démarrage de cette Commission, les chefs de groupe du PJD, de l'Istiqlal et de l'USFP ont brillé par leur absence. Au moment de l'examen article par article, les députés étaient encore moins nombreux. □

et les opérateurs privés d'une manière directe ou à travers le partenariat public-privé. Pour l'heure, seuls 26 milliards de DH ont été décaissés sur trois ans. Il reste encore deux ans. Ces dons sont accordés pour financer des projets qui doivent être choisis par ces pays et faire l'objet d'une convention. Et pour pouvoir encaisser les fonds, le Maroc doit donner des preuves. D'ailleurs, le ministère a mobilisé une équipe composée de 5 inspecteurs des finances, chargés du suivi des dons des pays du Golfe, a précisé Mohamed Boussaid. Selon lui, la baisse des prix pétroliers impacte leurs ressources. Et il reste encore 24 milliards de DH à décaisser.

Sur le recul du taux de croissance en 2016 à 3% au lieu de 5% comme cette année, le ministre a été on ne peut plus clair. Il l'explique par l'hypothèse d'une récolte moyenne en céréales de l'ordre de

Le lien entre le taux de croissance et la pluviométrie n'a pas été en reste. Selon lui, une étude sur l'impact des fluctuations de la météo sur le taux de croissance a montré de façon évidente que les taux réalisés au Maroc durant les dernières années ont été moins influencés par les variations de la production de blé. Cela est dû aux changements qui ont concerné la structure de la valeur ajoutée agricole, dans laquelle la production de blé occupait la première place, mais dont la part a été ramenée de 30% à 19%. Et cela, face au renforcement d'autres composantes à haute valeur ajoutée, faiblement impactées par la sécheresse ou présentes dans des zones irriguées, qui constituent actuellement 70% de la valeur ajoutée agricole. Il s'agit notamment des fruits, légumes, et de l'élevage. Cela a été couplé aux changements structurels de l'économie